



# En débat. Des pistes pour un

PAR PATRICK LE HYARIC

**L'**ampleur, la gravité, la durée de la crise qui frappe si durement les populations, particulièrement le monde du travail, la jeunesse et les plus fragiles, appelle l'ouverture d'un vrai débat démocratique sur les choix de politiques économique, budgétaire, monétaire, sociale en France et dans toute l'Europe.

Or nous n'entendons sur les grands médias qu'un seul son de cloche ressassé toujours par les mêmes experts, les mêmes chroniqueurs, affichant peut-être des couleurs différentes, mais pour une seule et même thèse selon laquelle il n'y aurait qu'une politique possible : celle du dogme de la soumission de l'action politique aux exigences de la rapacité des requins de la finance.

Selon eux, comme la pluie ou la neige, les marchés financiers auraient une existence naturelle, nécessaire pour l'efficacité économique. Dès lors, ils considèrent que les marchés dictent leurs lois en lieu et place des élus. La phrase la plus prononcée dans les cercles dirigeants est : « Les marchés vont-ils l'accepter ? » Quelle ineptie qui tourne le dos à l'intérêt général ! Pis, cette efficacité pour que le monde continue de fonctionner érige en lois de la nature la réduction des dépenses publiques et sociales, avec la casse des systèmes de retraite par répartition, la réduction des bourses étudiantes au Royaume-Uni, la baisse des salaires, le démantèlement des politiques publiques, la privatisation des secteurs publics comme en Espagne, en Grèce et au Portugal, la flexibilisation et la précarisation du travail, la libéralisation des capitaux, du commerce, des services financiers, l'aiguinement de la concurrence inégale partout, la disparition de l'agriculture paysanne.

Depuis trois décennies, ces politiques sont maintenant à l'œuvre. Chacun peut mesurer les désastres qu'elles ont produits sur tout le continent. Elles ont pour corps de doctrine l'acte unique européen que seuls les parlementaires communistes avaient rejeté en 1986. Dans sa logique, se sont inscrits le traité de Maastricht, voté de justesse en septembre 1993 par référendum, et le traité de Lisbonne, rejeté par plusieurs peuples européens, que les gouvernements nationaux et les institutions européennes mettent aujourd'hui en œuvre avec un zèle dogmatique. Ce sont ces politiques qui conduisent à la faillite, au malheur pour les peuples pendant que les fortunes s'accumulent dans les coffres-forts de quelques privilégiés spéculateurs.

Le mouvement progressiste dans sa diversité, quels qu'aient été ses choix dans le passé, souvent au nom d'une légitime ambition européenne, doit se rendre à l'évidence et aider à une audacieuse, efficace et ample contre-offensive unitaire pour changer radicalement les politiques nationales et européennes. Il doit le faire au nom de la défense des peuples européens que leurs dirigeants font souffrir au seul motif de la rentabilité financière. Il doit le faire aussi, précisément, pour sauver l'idée européenne elle-même. L'eurocapitalisme mène l'Europe à la faillite, sème les germes des extrémismes de droite et laisse à terme la voie libre à une domination renforcée des transnationales et à l'imperium nord-américain. Il est même des idées en apparence de bon sens qui, si elles étaient mises en œuvre, constitueraient un poison mortel pour les salariés, les retraités et les générations à venir. Quand à la télévision, la semaine dernière, M<sup>me</sup> Le Pen a longuement expliqué qu'il fallait sortir la France de l'euro, elle refuse toute idée de transformation de la monnaie européenne en outil de coopération, mais, de surcroît, elle ouvre la voie à de dangereux nationalismes, tout en poussant à la prédominance éternelle du dollar. M<sup>me</sup> Merkel, de son côté, laisse entendre que, pour les pays qui n'appliquent pas la loi des traités européens et ne vont donc pas assez loin dans l'austérité, elle souhaite que la monnaie européenne soit encore plus un euro-mark allemand.

Nous sommes donc loin, là, d'un internationalisme social et humaniste au service des intérêts des peuples européens.

Afin de relancer et de nourrir un indispensable débat pour défricher une voie nouvelle pour sortir de la crise, j'é mets ici une série de propositions.

- Contrairement à la propagande gouvernementale européenne, et à celle du G20, la crise n'est pas le résultat de l'irresponsabilité des acteurs de la finance qu'il suffirait de moraliser. Non, le problème est la primauté donnée à une oligarchie financière dissimulée derrière le vocable de « marchés » mondialement intégrés au détriment du travail et de la coopération, seuls créateurs de richesses.

- Il convient donc d'en finir avec le dogme de la liberté totale de circulation des capitaux en instituant une taxe sur les transactions financières et les mouvements de capitaux, de fermer les paradis fiscaux, d'interdire aux banques de spéculer.

- Le critère dominant dans la gestion des entreprises est aujourd'hui celui de « la valeur des actions ». Les propriétaires des grandes entreprises cotées en Bourse n'ont qu'un seul souci : améliorer la rentabilité de leurs actions et, de ce fait, ils développent une pression permanente sur ce qu'ils appellent « le coût du travail » (les salaires et le nombre de salariés). En retour, cela provoque un recul de la demande, donc de la consommation, mais aussi de l'investissement utile et écologique. Au bout du compte, le chômage s'aggrave.

- La question d'une autre répartition des richesses, donc de l'augmentation des salaires et des retraites, doit donc être remise sur le tapis avec insistance.

- Cela suppose de réduire la dépendance des entreprises aux marchés financiers, en impulsant une politique publique du crédit à taux d'intérêt variables, selon que ces derniers servent le développement humain et l'innovation environnementale ou la finance. Les critères de gestion des entreprises devraient pouvoir être débattus publiquement, mais surtout les salariés comme les consommateurs devraient disposer de droits et de pouvoirs sur les choix d'orientation et de gestion.

- Ajoutons que le mouvement progressiste, la gauche, ne doivent pas s'interdire de poser la question d'une appropriation publique et sociale de grands groupes stratégiques, avec évidemment des critères de gestion tout à fait nouveaux, promouvant tout à la fois l'efficacité sociale, économique, sanitaire et écologique.

- Des secteurs et des services publics de nouvelle génération doivent être inventés en ce sens. Ce qui se passe par exemple avec le médicament Mediator, après d'autres, ne plaide-t-il pas pour des groupes pharmaceutiques, propriétés publiques, gérés autrement.

- Disposer de leviers pour changer nécessite au moins de créer des pôles publics bancaires nationaux, voire européens, avec des banques et assurances devenant propriété sociale publique et citoyenne.

- Le libre-échangisme intégral, derrière le vocable de liberté totale de circulation des capitaux et des marchandises, est une machine de guerre contre la sécurité du travail, les droits sociaux, les équilibres écologiques.

- Il est donc devenu indispensable de trouver des mécanismes de droits de douane variables aux frontières dès lors que les importations se font

# Issue à la crise européenne

contre l'emploi dans le pays où elles arrivent et les droits sociaux et écologiques des pays d'où elles sont importées.

- **La directive Bolkestein doit être totalement démantelée** et une nouvelle directive-cadre, favorable aux salariés et aux services publics, mise en débat.

- La prochaine réforme de la politique agricole commune doit à la fois **permettre la rémunération du travail paysan** et le financement des investissements nécessaires à une réorientation de l'agriculture, mariant efficacité alimentaire et environnementale.

- L'argument fallacieux employé à tout-va par les dirigeants, selon lequel, dès lors que les déficits et la dette publique étoufferaient les pays et sacrifieraient les générations futures, il faudrait appliquer l'actuelle purge sociale, doit être combattu. **L'explosion de la dette n'est pas due au progrès social. Elle doit tout aux cadeaux fiscaux consentis aux plus fortunés, aux plans de sauvetage des banques et à la récession.** Le déficit public moyen représentait 0,6 % des richesses produites dans les 16 pays de la zone euro en 2007. C'est la crise qui l'a fait passer à 7 % en 2010. Et la dette est passée de 66 % à 84 % des richesses produites sur la même période. Ce n'est pas la hausse des dépenses publiques et sociales qui est en cause puisque celles-ci reculent partout en Europe. Il y a un manque de recettes pour les États parce que depuis trois décennies on abaisse les prélèvements sur le capital. La concurrence fiscale dans l'Union européenne fait que, selon un rapport parlementaire, ces dix dernières années, on a abaissé l'impôt sur les grandes sociétés de plus de 100 milliards d'euros et les exonérations sociales à ces mêmes entreprises s'élèvent à 30 milliards d'euros.

- **Une harmonisation fiscale européenne** sur le capital et les sociétés est indispensable.

- D'autre part, que l'Union européenne et les États présentent des expertises publiques et contradictoires sur la nature des dettes et des déficits. En trente ans, le paiement des intérêts des dettes équivalait à la valeur de la dette actuelle de l'État. Il y a donc **une large partie des dettes qui doit être déclarée illégitime** car elle n'a servi qu'à nourrir les banques et les marchés financiers.

- Ce sont les investissements dans le développement humain, l'éducation, la santé, la culture, les transports, le logement et dans la recherche comme dans les infrastructures qui stimuleraient l'activité économique et permettraient de relancer le travail et de réduire les dettes.

- Il convient de revenir à **une fiscalité sur le revenu, progressive**, à une nouvelle contribution du capital au bien commun et à une variabilité des contributions sociales des entreprises en proportion de leurs efforts pour favoriser le développement humain et le travail.

- **Le crédit public** devrait devenir un formidable levier pour le développement économique, social, écologique.

- En ce sens, **il faut subvertir les traités européens** pour permettre à la Banque centrale européenne de racheter tout ou partie de la dette des États, de lui permettre de faire un crédit à très bas taux d'intérêt pour des projets utiles, favorisant l'emploi, le mieux vivre, l'éducation et la formation, les services publics.

- Voilà pourquoi l'actuel fonds de stabilité financière doit être remplacé

par **un fonds de développement, humain, social, écologique**, tel que viennent de le proposer les forces progressistes et écologistes constituant le Parti de la gauche européenne, pour de nouveaux services publics, facteurs d'égalité et de mieux vivre.

- La politique dite de la « concurrence libre », inscrite dans les traités européens, doit être remplacée **par un processus « d'harmonisation pour le progrès humain »**.

- Le budget européen doit être considérablement augmenté pour aider au rattrapage économique et social des pays les plus en retard. **Une taxe intra-européenne sur les mouvements de capitaux**, sur les transactions bancaires, le retour des recettes de TVA aujourd'hui détournées et une fiscalité harmonisée sur le capital le permettraient. Il n'y aura pas d'Europe sociale et solidaire tant que prédominera l'Union européenne de la concurrence et de la finance.

- Tel qu'il est conçu, l'euro « monnaie unique » n'est pas un rempart **contre la crise**. Avec la monnaie unique, le règlement des divergences entre les États se fait par la variabilité de l'inflation, du chômage, de la croissance et des déséquilibres du commerce extérieur. Pour respecter les critères budgétaires et monétaires, les ajustements qui se faisaient auparavant par la souplesse de la valeur des monnaies nationales s'opèrent par la flexibilité du travail, l'austérité salariale, la pression à la baisse sur les niveaux de protection sociale.

- **Les statuts de la Banque centrale européenne doivent être changés** pour un euro qui devienne, non plus une monnaie de spéculation, mais une monnaie commune pour la coopération entre États, et non l'organisation de la domination de certains pays sur les autres pays, sans bénéfice pour les citoyens européens.

- Les États et leurs Parlements doivent pouvoir disposer de leur politique budgétaire. **Il faut donc refuser le contrôle « a priori » des budgets nationaux**, comme le veulent les institutions européennes.

À l'évidence, **le débat pour une autre Europe** doit se rouvrir. Il concerne la vie quotidienne de chaque famille, l'avenir et la manière de vivre des générations futures. D'ailleurs, parmi les dirigeants européens et nationaux, nombreux sont ceux qui sont désormais contraints de reconnaître l'inefficacité de ce type de construction européenne et portent des coups de canif aux dogmes qu'ils ont défendus hier. Des défenseurs acharnés des traités européens écrivent des articles doutant de ce qu'ils considéraient hier comme une voie unique de construction européenne. Seulement, ils le font pour tenter de sauver leur système. Mais le fait est là. Le débat autour de ces enjeux va monter. Soyons-en. Que les salariés et les citoyens s'en mêlent. Des portes peuvent s'ouvrir pour changer la donne.

En ce sens, « l'Humanité » et « l'Humanité Dimanche » ont lancé une pétition populaire (1). De son côté, le Parti de la gauche européenne lance une initiative de débats, d'actions et de pétitions pour favoriser cette indispensable mobilisation pour changer l'Europe.

Face à la dictature de l'oligarchie financière, d'institutions européennes et de gouvernements qui les servent, il est urgent que les peuples s'unissent, se solidarisent, que la démocratie se fraye un chemin inédit. Il n'y aura pas de véritable Europe des peuples, des travailleurs et de la jeunesse sans placer la démocratie en son cœur. ★

(1) Pour signer cet appel : [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)